



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2626
30 novembre 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Pouvoir d'achat en baisse, salaires bloqués...

Aux capitalistes de payer !



Implants
Médecine
ou recherche
du profit ?

Page 12

La Réunion
Révolte contre
l'injustice
sociale

Page 11

Ukraine - Russie
Escalade et
menace d'une
nouvelle guerre

Page 8

Augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations !

« Peste brune », « séditieux » : sous prétexte qu'une minorité de voyous d'extrême droite étaient présents sur les Champs-Élysées le 24 novembre, voilà comment Castaner et Darmanin ont qualifié les manifestants de ce jour-là !

Toute la semaine, de nombreux travailleurs, retraités, chômeurs se sont retrouvés dans les rassemblements et barrages des gilets jaunes à travers le pays.

Du jeune salarié d'une fromagerie industrielle contraint de dépenser 400 euros de carburant sur une paie de 1700 pour aller travailler, à l'auxiliaire de vie payée 900 euros, en passant par la retraitée dont la pension n'atteint pas les 1000 euros mensuels et le couple au chômage dont la famille ne finit pas le mois sans les Restos du cœur, tous disent la même chose : ils n'en peuvent plus de se contenter de survivre. Ils ont décidé de se battre et ils ont raison !

Et que leur répond Macron ? Après avoir fait la leçon aux manifestants, il parle de mesures d'accompagnement et de la mise en place d'un Haut conseil pour le climat. « Ils nous parlent de fin du monde quand on leur parle de fin de mois », disait un manifestant, résumant le décalage entre les discours du gouvernement et les revendications des manifestants.

Si nous voulons que notre sort de salarié, d'ouvrier, d'employé, de soignant ou de cheminot change, il faut nous engouffrer dans la brèche en luttant sur nos lieux de travail, pour nos salaires. Parce que, si les prix augmentent, les salaires, eux, restent bloqués à des niveaux bien trop bas !

Les hausses à deux chiffres s'accumulent, pas seulement pour l'essence, mais pour le gaz, les mutuelles et la nourriture. Quel salaire, quelle pension de retraite, quels allocations et minima sociaux ont augmenté dans les mêmes proportions ? Même les primes de transport ou les indemnités de déplacement versées par les entreprises ne suivent pas.

Stopper cette dégringolade de notre niveau de vie, cela signifie engager le combat non seulement contre le gouvernement, mais aussi contre la classe capitaliste.

Aujourd'hui, tous condamnent Carlos Ghosn, le PDG de Renault et de Nissan-Mitsubishi au Japon, accusé d'avoir fraudé le fisc japonais pour un montant équivalent à plus de 60 millions d'euros.

Pourtant, les représentants de la classe capitaliste s'extasiaient devant ce « tueur de coûts » lorsqu'il décidait les milliers

de licenciements, le blocage des salaires, l'augmentation des cadences, et qu'il permettait aux actionnaires du groupe de se partager cinq milliards d'euros pour la seule année 2017. Aux yeux des capitalistes, il était alors un capitaine d'industrie qui méritait ses 16 millions d'euros de rémunération pour 2017, alors que, pour les travailleurs, c'était depuis longtemps un ennemi juré. La politique antiouvrière du gouvernement lui est dictée par cette classe capitaliste.

Aujourd'hui, Macron recule en paroles sous la pression du mouvement. Si les travailleurs s'y mettaient sur leur terrain, le rapport de force serait multiplié.

Sur les barrages et les rassemblements des gilets jaunes, des manifestants évoquent Mai 68 pour dire ce qu'ils espèrent de leur mouvement. Mais ce qui a donné toute sa force à Mai 68, ce qui a permis l'augmentation de 35% du smic et la hausse générale des salaires, c'est la grève générale qui a entraîné des millions de travailleurs. C'est ce rapport de force, imposé par la classe ouvrière se dressant ensemble contre le grand patronat, qui a permis de faire reculer la classe capitaliste et le gouvernement, au profit de tout le monde du travail.

Il n'y a pas d'autre voie pour les travailleurs, s'ils veulent défendre leur niveau de vie. Pour le monde du travail, il ne suffit pas de s'opposer au gouvernement et à ses taxes. Ce n'est pas un hasard si c'est un terrain sur lequel l'extrême droite se sent de jouer les contestataires proches du peuple : il ne cible pas la classe capitaliste.

Les travailleurs peuvent agir là où est leur force, là où ils peuvent se faire craindre, à la source des profits de cette classe : dans les entreprises. C'est leur travail qui fait tourner toute la société, c'est leur travail qui est à la base des fortunes immenses accumulées dans les poches d'une minorité de très riches.

Samedi 1^{er} décembre, la CGT se joint à la manifestation annuelle contre le chômage et la précarité, pour les augmentations nécessaires au monde du travail. Il faut en être et y faire entendre nos exigences.

Pour notre survie, augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, qui doivent suivre l'évolution des prix !

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

1^{er} décembre : mettre les revendications des travailleurs à l'ordre du jour 3



Macron : la manœuvre des concertations 3

Autoroutes : bonne affaire pour les concessionnaires 3

Mouvements des gilets jaunes 4



Échos de la mobilisation 4

Salaires : toujours en berne 5

Gilets jaunes : revendications diverses sur fond de colère 5

Extrême droite : les idées qui divisent 5

PCF : nouvelle tête, vieille politique 6

Le PCF laisse tomber les outils 6

Congrès des maires : le "courage, fuyons !" de Macron 6

Contre les violences faites aux femmes 7

Impôts : aux patrons de payer ! 7

Bitcoin : monnaie virtuelle, pollution réelle 10

La Réunion : révolte contre l'injustice sociale 11



La Réunion : quel objectif pour les travailleurs ? 11

Maisons de retraite : prix inabornables 11

Implants médicaux : le prix de la rentabilité 12

Migrants : menaces contre l'Aquarius 12

Lycées professionnels : contre la réforme Blanquer 12

Planètes : progrès sur Mars, régression sur Terre 16

Procès du fioul lourd à Marseille : la croisière se rit-elle des tribunaux ? 16

Mécénat : des patrons généreux avec l'argent des autres 16

DANS LE MONDE

Ukraine-Russie : escalade et menace de guerre 8



Pologne : l'extrême droite et ses nostalgies 8

Arabie saoudite : la dictature enferme, torture, assassine 9

Qatar : les pratiques esclavagistes de Vinci 9

Mali : l'intervention alimente le chaos 9

IL Y A 100 ANS

Novembre 1918 : la contagion de la révolution en Alsace-Moselle 10

Épuration ethnique en Alsace-Lorraine 10

ENTREPRISES

Chantiers de Saint-Nazaire 13

SNCF 13

Novartis-Bâle 13

Raffineries 14

Hauts-Fourneaux de Florange 14

Ibiden - Courtenay 14

Aubert et Duval - Issoire 15

Clinique Saint-Didier - Avrillé 15

1^{er} décembre : mettre les revendications des travailleurs à l'ordre du jour

Alors que les directions syndicales sont aux abonnés absents depuis le début du mouvement des gilets jaunes, la direction de la CGT s'est finalement décidée à proposer une action à l'ensemble des travailleurs.

Elle transforme la traditionnelle journée de manifestation annuelle contre le chômage du premier samedi de décembre en une journée de mobilisation sur les salaires, l'emploi et la justice sociale.

Si cette décision de la CGT amène davantage de travailleurs à exprimer leur colère, qu'ils aient ou pas un gilet jaune, on ne pourra que s'en réjouir.

Il est en effet urgent que les travailleurs s'engouffrent pleinement dans la brèche que le mouvement des gilets jaunes a ouverte sur la question du pouvoir d'achat, en mettant en avant leurs propres revendications, à commencer par les salaires. Si l'explosion des prix du gasoil a été le détonateur de la colère, ce sont tous les prix qui augmentent depuis des années,

alors que les salaires, les pensions de retraite et les allocations chômage ont été gelés, quand ils n'ont pas baissé. Pour rattraper tout ce qui a été perdu, il faut donc une augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations. Et, pour éviter de nouvelles pertes de pouvoir d'achat, il faut imposer qu'ils suivent l'augmentation réelle des prix.

La direction de la CGT s'est contentée d'appeler à une journée de manifestation, sans lendemain et sans aucun plan d'action pour la suite. En fait, elle cherche ainsi à se donner un alibi face au mécontentement légitime d'une partie de ses propres militants suite à son attitude envers le mouvement des gilets jaunes, qu'elle a réduit à tort au départ à une mobilisation de

l'extrême droite.

Mais, pour les militants ouvriers, c'est l'occasion de préparer les travailleurs à une lutte déterminée, en les

incitant à en discuter dès maintenant sur leurs lieux de travail. Lutte ouvrière appelle tous ses militants et sympathisants à participer

le plus nombreux possible aux manifestations et aux grèves qui auront lieu le 1^{er} décembre.

Arnaud Louvet



Macron : la manœuvre des concertations

Le mépris du gouvernement, les menaces, la calomnie et la répression n'ayant pas suffi à enrayer la mobilisation des gilets jaunes, Macron tente maintenant d'éteindre leur colère en la noyant sous trois mois de concertations.

Si Macron prétend avoir entendu « les difficultés de ceux qui ont du mal à boucler les fins de mois », il n'a rien à leur proposer. Des millions de personnes n'arrivent pas à payer le plein de leurs vieilles voitures ? Macron annonce une prime à la conversion pour acheter des voitures électriques ou hybrides, inaccessibles à la majorité, prime qui fera le bonheur des constructeurs automobiles. Les salaires ou les pensions de misère obligent les gens à accepter des logements vétustes et mal isolés ? Macron propose de nouveaux cadeaux, à neuf milliards d'euros, aux professionnels du bâtiment pour changer les fenêtres, améliorer l'isolation ou changer de type de chauffage, ce qui restera hors de portée des plus mal logés.

Macron ne peut pas satisfaire les exigences de ceux qui n'arrivent plus à vivre avec des salaires ou des retraites de misère, car cela exigerait de s'en prendre aux profits des capitalistes,

qui pompent toutes les richesses créées par les travailleurs. Alors il renoue avec les vieilles ficelles des gouvernements : il annonce une grande concertation de terrain autour de la transition écologique, avec des élus locaux, des responsables associatifs et syndicaux et même des représentants des gilets jaunes. Après les avoir ignorés, Macron reprend aussi à son compte les appels du pied des chefs syndicaux. Laurent Berger de la CFDT, qui a proposé ses services avant même le 17 novembre, ou Yves Verrier, le nouveau secrétaire général de FO, pour qui « le mouvement des gilets jaunes est l'échec de ceux qui n'écoutent pas les syndicats », pourront retrouver leur rôle de partenaires sociaux, autrement dit de figurants dans la comédie d'un dialogue social qui n'abuse plus personne.

En fait, les directions syndicales ont elles-mêmes affiché du mépris pour les gilets jaunes, ces travailleurs, retraités, précaires

ou indépendants souvent très loin des syndicats et qui se sont mobilisés pour la première fois. Elles risquent de n'avoir aucun crédit pour canaliser leur colère. Macron veut donc associer des représentants des gilets jaunes aux discussions. Huit d'entre eux, désignés à travers les réseaux sociaux et sans que la plupart des manifestants présents sur les barrages aient été consultés, devaient être reçus, dès mardi soir 27 novembre par François de Rugy, le ministre de l'Écologie, sans qu'on sache s'ils auront un quelconque crédit auprès de la base.

Les partis de tous bords, des syndicats ou des associations diverses sont ainsi à la manœuvre pour s'autoproclamer les interlocuteurs avec le mouvement. Une chose est certaine : les travailleurs, les chômeurs, les retraités qui, en adhérant au mouvement des gilets jaunes, ont voulu dire qu'ils en ont assez et qu'ils exigent de pouvoir vivre dignement, ne doivent faire aucune confiance à de tels représentants pour parler à leur place.

Xavier Lachau

Autoroutes : bonne affaire pour les concessionnaires

L'État est en négociations avec les sociétés autoroutières. En échange de la prolongation de leurs concessions, elles proposent de se charger de l'entretien de 200 à 300 kilomètres de routes à quatre voies sans péage, roclades ou accès des grandes villes, dont l'état se dégrade de fait dangereusement.

L'État devrait être intéressé par la proposition. Ces routes ainsi ne lui coûteraient plus rien et il pourrait réduire encore les fonds consacrés à l'entretien du réseau routier.

De l'autre côté, le prolongement des concessions est le sport favori des sociétés autoroutières, Vinci, Eiffage et Albertis. En août dernier, elles ont encore obtenu en moyenne deux ans d'exploitation supplémentaire des péages. En 2016, le journal *Le Parisien* calculait que la prolongation de ceux-ci couvrirait plus de quatre fois le coût des travaux qu'elles effectuent.

D'ailleurs ces travaux d'entretien eux-mêmes

rappellent gros. Vinci et ses collègues les confient à leurs filiales spécialisées dans les travaux publics. En plus des profits courants, c'est sans doute l'occasion de profitables surfacturations et combines internes. C'est pourquoi les compagnies ont déjà accepté d'assurer la gestion de 9 000 kilomètres de routes nationales.

La prise en charge de l'entretien de certaines routes par Vinci et C^{ie} revient à une privatisation d'une partie des services de l'État. L'entretien en sera-t-il meilleur ? En tout cas, il coûtera bonbon aux usagers et contribuables.

Vincent Gelas

Soutenez financièrement le parti Lutte ouvrière
(modalités en page 15)

Gilets jaunes : imposer les exigences des travailleurs

La journée du samedi 24 novembre a montré une baisse du nombre de participants aux actions et manifestations recensés par le ministère de l'Intérieur puisqu'il en dénombrait 120 000 contre 300 000 le 17 novembre. Mais le gouvernement lui-même a évité de plastronner et d'annoncer le reflux du mouvement.

En effet, loin de se cantonner à ces deux samedis, des gilets jaunes se sont retrouvés toute la semaine dans des rassemblements, sur des ronds-points, des nœuds routiers ou des parkings de centres commerciaux dans tout le pays. Et la mobilisation continue depuis.

Cette mobilisation est variable suivant les villes, mais en tout cas elle a mis en branle des dizaines de milliers de personnes, en majorité des travailleurs, des chômeurs, des retraités, pour lesquels il s'agit bien souvent de leur premier mouvement. La hausse des carburants a été le facteur déclenchant, mais elle a été en fait, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Dans les discussions entre gilets jaunes, sur les pancartes, la question du pouvoir d'achat des classes populaires est

venue en quelques jours au premier plan. Un autre aspect est qu'une fraction du monde du travail, parmi la plus pauvre et la plus exploitée, jusqu'ici passive ou résignée, affirme ainsi sa détermination à lutter. Et, malgré ses limites, cette mobilisation d'une fraction des classes populaires change déjà la situation politique et sociale.

Pour autant, si cette composante ouvrière et populaire est prédominante dans le mouvement des gilets jaunes, ce ne sont pas des revendications de classe qui y prédominent, beaucoup de manifestants se limitant à la dénonciation des taxes excessives.

Mais pour les travailleurs, les chômeurs, les retraités, la vraie question est l'augmentation générale des salaires et des pensions



et leur alignement automatique sur le coût de la vie.

Il faut l'imposer, non seulement au gouvernement, huissier au service des capitalistes, mais au grand patronat lui-même dont les profits ont pour condition les faibles salaires.

Aujourd'hui, bon nombre de travailleurs jugent impossible d'imposer une augmentation des salaires. Elle nécessiterait certainement un mouvement profond et général du monde du travail, mais le mouvement, imprévu, des gilets jaunes est une indication de la colère accumulée et de son importance parmi les classes populaires. Ce mouvement montre aussi que la lutte est possible.

Il est vital pour les travailleurs d'engager la lutte

pour leurs propres objectifs, leurs propres revendications. Alors que les confédérations syndicales tentaient de dissuader leurs militants de participer au mouvement initié le 17 novembre, beaucoup ont à juste titre choisi de participer et d'aider à la mobilisation. Et si dans certains endroits, des petits patrons ou des militants de droite ou d'extrême droite les ont rejetés, ils ont été accueillis le plus souvent avec chaleur par les travailleurs à qui ils pouvaient apporter idées et expérience en matière d'organisation. Réciproquement, la méfiance de certains militants a pu tomber en rencontrant des gilets jaunes, salariés de tous âges, venant après le travail ou ayant pris des congés pour aider la mobilisation.

Le mouvement dit des

gilets jaunes, s'il associe des travailleurs de grandes entreprises, le fait le plus souvent de façon individuelle. Les rassemblements sur le lieu de travail restent bien plus rares que ceux qui ont lieu à l'extérieur, sur quelques ronds-points.

Ce sont les travailleurs des grandes entreprises qui sont en meilleure position pour contester la dictature du capital et du gouvernement qui le sert. C'est là que peut se jouer la question décisive du rapport de force entre les travailleurs et les capitalistes qui dirigent la société. Tant mieux si le mouvement des gilets jaunes contribue à redonner confiance aux travailleurs pour engager cette lutte, avec leurs armes et sur leur terrain de classe.

Christian Bernac

Échos de la mobilisation

Limoges : une manifestation populaire

1 600 gilets jaunes ont manifesté à Limoges samedi 24 novembre. Retraités peinés à finir les fins de mois, jeunes enchaînant stage sur stage sans trouver d'emploi, mères de famille isolées à temps partiel, travailleurs aux très bas salaires de toutes petites entreprises du bâtiment, ils étaient venus majoritairement de communes autour de Limoges.

Pendant que certains groupes occupaient divers ronds-points autour de la ville, à plus d'un millier ils se sont rassemblés devant l'Hôtel de Région, et après en avoir muré l'entrée, ils se sont rendus en cortège jusqu'à la préfecture.

Amazon : gilets jaunes et CGT

Le 23 novembre, la CGT appelait à la grève chez Amazon, à Douai, qui compte 2 850 salariés, dont 2 000 intérimaires. L'appel

n'était suivi que par une minorité de grévistes mais une dizaine de militants CGT voyaient arriver une dizaine de gilets jaunes venus « soutenir la grève » et ayant l'intention de bloquer les camions de livraison. Face à la menace des CRS de chasser tout le monde, la CGT négociait un filtrage des camions pour ralentir le déchargement.

L'après-midi, les gilets jaunes étaient quatre-vingt-dix. Impressionnés par l'organisation des militants syndicaux, ils leur demandaient de les accompagner pour filtrer un rond-point. Durant la journée, les militants syndicaux qui se méfiaient des gilets jaunes parlaient salaires avec eux et découvraient qu'ils étaient des travailleurs, des chômeurs, venus soutenir la grève. Inversement, ceux-ci disaient que « d'autres gilets jaunes avaient refusé de venir car c'est la CGT qui organise », ajoutant : « ils ont tort, on a tous les mêmes intérêts. »

Douai : l'apprentissage de la démocratie et de l'organisation

Vers 11 heures, quatre-vingts participants se sont retrouvés devant un magasin Leroy Merlin de Douai. Une quête a rapporté 200 euros pour un repas collectif. Face aux diverses propositions, rester, bloquer, s'affronter aux policiers, ils décidaient de voter afin de ne pas se diviser. L'après-midi, après la manifestation qui regroupait un millier de manifestants, le petit noyau du matin poursuivait les actions, avec la même méthode : discuter, voter puis agir ensemble, en concluant : « On ne se connaissait pas ce matin, maintenant on est soudés ».

Angers : pour des augmentations de salaire

Les gilets jaunes d'un point de blocage d'Angers se sont réunis à plusieurs reprises entre le 17 et le 24 novembre. Le 19, cent

vingt personnes discutaient des actions et choisissaient par exemple de ne pas bloquer les voitures, d'interdire l'alcool sur les lieux. Le 21, quatre-vingts personnes discutaient cette fois des revendications. L'assemblée approuvait l'exigence d'augmenter les salaires et les pensions. Certains intervenaient pour dénoncer la suppression de l'ISF, la loi

travail et pour dire qu'une transition écologique ne devait pas se faire sur leur dos. D'autres intervenaient aussi pour la défense des pompiers, des hôpitaux.

Le 23, quatre-vingts personnes ont approuvé et financé un tract reprenant ces revendications, diffusé à 3 000 exemplaires le lendemain sur les trois points de filtrage, dont un péage.





Salaires : toujours en berne

Selon l'OIT (Organisation internationale du travail), la croissance des salaires dans le monde n'a jamais été aussi faible que depuis dix ans. D'après cet organisme international, les salaires moyens devraient même baisser en France cette année.

Ces chiffres viennent confirmer ce que constatent depuis des années les travailleurs dans le pays : des salaires bloqués dans le privé comme dans le public, amputés par les temps partiels, par les périodes de chômage entre deux missions d'intérim, par des heures supplémentaires ou des samedis obligatoires de travail jamais payés, par des indemnités toujours plus restreintes pour tous ceux qui se retrouvent durablement exclus du monde du travail.

Dans le même temps, les profits des grandes entreprises ont explosé. Les bénéfices du CAC 40 devraient dépasser les 100 milliards d'euros cette année. Alors que le monde entier s'enfonçait dans la crise, elles ont distribué depuis 2009 à leurs actionnaires plus de 400 milliards d'euros. À l'échelle mondiale, cela s'est traduit par une concentration jusqu'alors inconnue des richesses. Huit personnes possèdent plus que ce qui reste à la moitié de l'humanité pour survivre. La fortune de Jeff Bezos, propriétaire et directeur d'Amazon, dépasse les 165 milliards de dollars. En un an, elle a augmenté de 70 milliards de dollars rien qu'avec l'augmentation du cours de l'action d'Amazon.

Warren Buffet, autre milliardaire présenté comme le gourou de la finance mondiale, avait affirmé que non seulement la lutte de classe existait mais que la bourgeoisie était en train de la gagner. Que la bourgeoisie mène la guerre aux travailleurs, ils le ressentent chaque jour : en allant

travailler, rackettés par les pétroliers, les sociétés d'autoroutes et les fabricants d'automobiles ; au travail, par le niveau d'exploitation sans cesse accru ; en faisant leurs courses toujours plus chères, même en achetant toujours moins.

Malgré toutes ses limites, le mouvement des gilets jaunes montre que des centaines de milliers de travailleurs, méprisés, inconnus, invisibles, peuvent se mobiliser presque du jour au lendemain, commencer à poser des problèmes au pouvoir et à inquiéter une partie du grand patronat.

Les travailleurs doivent se battre pour leurs salaires. Ce sera non seulement défendre leur droit à la dignité, voire à l'existence, mais aussi répondre avec leurs armes de classe à la guerre que leur mènent une poignée de parasites qui pillent les richesses produites par le travail humain.

Gilles Boti

Gilets jaunes : revendications diverses sur fond de colère

Au travers des regroupements des gilets jaunes, comme sur les réseaux sociaux où circulent des pétitions, s'expriment des revendications très variées.

Celle qui revient majoritairement est bien entendu la baisse ou la suppression des taxes sur le carburant, d'autant plus insupportables que les revenus sont plus faibles. Mais la liste est bien plus longue et elle exprime, par sa diversité, tout ce que la population laborieuse a sur le cœur depuis des années de galère, de chômage et de baisse des revenus, dont la hausse des taxes sur les carburants a été le détonateur.

Allant au-delà du problème des carburants, la principale revendication est au fond celle de l'augmentation du pouvoir d'achat, alors que le gouvernement ne propose que des sparadraps tels que des primes d'aide à ceci ou à cela. À travers cette revendication qui pose la question des salaires, des pensions et des allocations, c'est aussi leur dignité que les manifestants défendent, qui veulent pouvoir vivre correctement sans avoir besoin de quémander. Ils demandent aussi à être respectés quand ils veulent que l'on « prenne en compte la voix des citoyens » et s'élèvent contre le mépris que les puissants ont à leur égard, non seulement en clamant « Macron démission », mais surtout en s'élevant contre l'inégalité sociale qui ne cesse de creuser l'écart entre riches et pauvres, ce qui transparaît dans la volonté de « mettre fin à la précarité ».

À ces revendications de base, qui donnent une certaine unité au mouvement, s'en ajoutent d'autres plus ciblées, visant les plus gros

pollueurs, tel Total, ou plus politiques, avec la « réécriture d'une nouvelle Constitution » et la mise en place de référendums d'initiative populaire, ou qui peuvent même apparaître carrément hors-sujet, comme la suppression du Sénat, etc.

La variété des revendications illustre en tout cas

quels sont les problèmes des travailleurs, des retraités et des chômeurs, victimes des grands capitalistes qui les écrasent et des politiciens qui les méprisent. Au fond, dans les cahiers de doléances rédigés par des membres du Tiers-État avant la Révolution de 1789, il y avait la même diversité des remontrances que le peuple adressait au roi. Certains en ont même perdu la tête!

Marianne Lamiral



Extrême droite : les idées qui divisent

Mardi 20 novembre, sur un barrage près de Flixecourt dans la Somme, des gilets jaunes ont découvert la présence de six migrants dans un camion-citerne venant de Belgique.

Enfermés depuis des heures dans la cuve, puisque le camion était bloqué, ces migrants appelaient à l'aide. Ceux qui tenaient le barrage ont alerté la gendarmerie pour les faire arrêter. Fiers de leur geste, ils se sont filmés et ont posté la vidéo, assortie de propos racistes et violents.

Parmi les gilets jaunes, cette attitude reste marginale. Sur la grande majorité

des barrages ou des ronds-points, ce n'est pas ce genre de propos qui domine. Sur certains ronds-points, la présence de militants conscients a d'emblée donné le ton, puisque les propos racistes ont été interdits. C'est d'ailleurs comme cela que le mouvement se renforce. Sur le rond-point des Vaches à Rouen, des femmes d'origine marocaine viennent quotidiennement apporter

de la chorba pour réchauffer les gilets jaunes ; des barbecues sont installés, et il y en a un pour les travailleurs qui ne mangent pas de porc. Tout cela se fait dans une ambiance bon enfant. Ces travailleurs ont conscience qu'il ne faut surtout pas se laisser diviser.

Malgré tout, l'épisode de Flixecourt montre que le mouvement est composite et que les idées propagées par l'extrême droite, si elles étaient reprises, pourraient lui donner un tout autre ton. Sous prétexte de défendre le pouvoir d'achat, elle

attaque seulement l'État, et non le grand patronat. Du coup, pour certains, s'attaquer aux plus pauvres, aux migrants « qui profiteraient de l'argent de l'État » paraît peut-être plus simple que de s'attaquer à leur patron. C'est une propagande qui risque de diviser les travailleurs, alors que leurs seuls ennemis sont les Arnault, Pinault, Peugeot, cette classe de capitalistes qui s'enrichit en appauvrissant la majorité des couches populaires.

Aline Urbain

PCF : nouvelle tête, vieille politique

Lors de son 38^e congrès, du 23 au 25 novembre, le PCF s'est doté d'un nouveau secrétaire national : Fabien Roussel, député du Nord. Il succède à Pierre Laurent, désavoué par les militants lors d'un vote interne début octobre.

Fabien Roussel se donne pour mission de mettre un coup d'arrêt à l'hémorragie militante et à la dégringolade électorale du PCF, attribuées à l'effacement du parti devant Mélenchon et à l'absence de candidat PCF aux élections présidentielles de 2012 et 2017. Le congrès a ainsi confirmé la candidature de Ian Brossat comme tête de liste du parti aux prochaines élections européennes.

En fait, l'éloignement d'avec La France insoumise va de pair avec... un nouveau rapprochement avec le PS.

Fabien Roussel ne cache pas sa volonté de préparer un accord avec ce parti pour les municipales de 2020. De nombreux socialistes, dont Olivier Faure, le secrétaire national, étaient d'ailleurs présents au congrès du PCF en tant qu'invités.

Avec le choix de ce nouveau dirigeant, le PCF ne fait donc que réaffirmer sa préoccupation immédiate : conserver le plus possible ses municipalités et les places de toute nature qu'elles peuvent procurer. Fabien Roussel et son équipe font le calcul qu'une



Fabien Roussel et Pierre Laurent.

alliance avec le PS sera d'un meilleur rendement qu'un face-à-face avec Mélenchon.

Le PCF continue sur sa lancée, à des années-lumière du parti révolutionnaire qu'il était à sa création en 1920, dans la foulée de la révolution d'Octobre.

La hiérarchie du parti affirmera bien sûr que garder les élus, c'est

assurer une vie meilleure aux travailleurs des villes concernées, et que c'est pour cela que le parti se doit d'envisager toutes les alliances. Mais dans la période actuelle, grosse de régressions catastrophiques, cette pseudosagesse politique est plus nocive que jamais.

Pour assurer une vie

meilleure aux travailleurs, pour leur assurer une vie simplement décente, il faudra des combats acharnés contre le capital. Dans cette perspective, la classe ouvrière a besoin d'un parti de sortants prêts à toutes les compromissions pour garder leurs fauteuils.

Julie Lemée

Le PCF laisse tomber les outils

À l'occasion de son congrès, le PCF s'est débarrassé définitivement de la faucille et du marteau.

Ce symbole avait été adopté à l'origine par les communistes russes, après la révolution d'Octobre. Il représentait l'alliance nécessaire, réalisée en Union soviétique, entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Le mouvement communiste international en fit son emblème, conjointement

avec le drapeau rouge et l'Internationale.

Le logo a survécu au stalinisme, aux délires patriotiques et guerriers du PCF, aux participations gouvernementales successives, aux claques électorales, aux déceptions accumulées et à toutes les trahisons de l'idéal communiste.

Mais, visiblement, il n'a pas tenu devant la vague écologiste, puissante chez les électeurs que vise désormais le PCF. D'après ses dirigeants, le nouveau logo, où figure une étoile

rappelant vaguement l'hexagone, surmontée de ce qui peut évoquer une feuille d'arbre, est censé symboliser « l'humain, l'engagement, l'écologie, le temps des cerises, le progrès, l'étoile, la France ouverte ».

Il faut vraiment être un publicitaire pour y voir tout ça. La seule chose qui soit claire est que cela n'a plus rien à voir avec le communisme révolutionnaire.

Et si c'était le but, il est atteint.

P. G.



À droite, le nouveau logo du PCF.

Congrès des maires : le "courage, fuyons !" de Macron

Le congrès de l'Association des maires de France s'est déroulé cette année du 20 au 22 novembre. Contrairement aux habitudes, il n'a eu la visite de presque aucun ministre, et Macron, lui, a courageusement choisi de ne pas s'y montrer.

Il y a un an, en clôturant le précédent congrès des maires, le président avait annoncé qu'il viendrait chaque année rendre compte de son action – alors que personne ne lui avait rien demandé, les présidents venant traditionnellement au congrès des maires uniquement la première et la dernière année de leur mandat. Mais il a finalement changé d'avis et fait savoir qu'il ne viendrait pas cette année, ce qui a été à juste titre vécu comme une dérobade par bien des maires.

Le mécontentement est profond chez les élus locaux, et Macron n'avait pas envie, a fortiori en plein mouvement des gilets jaunes, de se faire huer par des milliers

de maires, en direct à la télévision. D'autant que, tout au long du congrès, de nombreux élus de petites communes ne se sont pas privés de dire leur solidarité avec le mouvement des gilets jaunes, voire qu'ils y participaient directement.

Plutôt que de s'adresser en direct aux élus, Macron a donc choisi de leur envoyer à chacun une lettre. Ces quatre pages de platitudes et de belles promesses, même agrémentées d'une petite phrase finale manuscrite pour exprimer « l'empathie » présidentielle, ne suffira certainement pas à calmer la colère des maires.

Non seulement ceux-ci voient depuis des années leurs dotations diminuer,

mais ils ont extrêmement mal vécu de se voir accusés, ces dernières semaines, de saboter les efforts du gouvernement en matière de pouvoir d'achat, au moment de la campagne #BalanceTonMaire orchestrée par La République en marche. Entre les baisses de moyens et le mépris affiché dont font preuve les représentants de l'État vis-à-vis d'eux, il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, comme l'a révélé une enquête effectuée juste avant le congrès, plus de la moitié des maires des petites communes aient déjà choisi de ne pas se représenter en 2020.

La lettre de Macron, remplie de formules lénifiantes sur le thème « ayez confiance », contient un bon nombre de contre-vérités. Il y est par exemple écrit que « les dotations ont été préservées » en 2018,

alors que 16 000 communes sur 35 000 ont encore vu leurs dotations baisser cette année. Et, comme le notait avec malice le maire d'une petite commune : « Alors qu'on nous rebat les oreilles pour nous dire de faire des économies, Macron choisit d'envoyer 35 000 lettres par La Poste alors qu'il pouvait venir nous parler gratuitement au congrès ! »

Dernière initiative particulièrement mal vécue par les élus : Macron a finalement choisi de faire un

discours aux maires, mais de le faire à l'Élysée, mercredi 21 au soir, devant un parterre de maires soigneusement sélectionnés pour ne pas risquer une bronca. La liste des invités à cette réception « en l'honneur des maires » a directement été demandée, département par département... aux préfets ! Dans ces conditions au moins, Macron a réussi à se faire applaudir, ce qui ne lui arrive pas si souvent ces temps-ci.

Pierre Vandrille



Contre les violences faites aux femmes : des manifestations massives

Samedi 24 novembre, à Paris, Marseille, Toulouse, Lille, Lyon, Nantes, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre les violences faites aux femmes. D'après les organisatrices, c'est la plus grande mobilisation féministe en France depuis des années.

Des femmes de toutes générations, mais aussi des hommes, ont défilé pour dénoncer les viols, les agressions sexuelles, les coups et aussi les comportements sexistes, les gestes obscènes et les remarques misogynes.

En France, 123 femmes ont été tuées par leur conjoint en 2016, une tous les trois jours. Chaque année, 220 000 femmes subissent des violences dans le cadre conjugal, une sur trois a déjà été harcelée ou agressée sexuellement au travail.

Le mouvement #metoo, la mise en examen d'hommes connus dans le monde du spectacle ou de la politique, l'activité des organisations féministes, tout cela a contribué à faire connaître les violences que subissent les femmes, leur a donné le courage de porter plainte en plus grand nombre. Mais l'écrasante majorité d'entre elles ne le font toujours pas, par peur d'être considérées comme affabulatrices ou accusées d'avoir provoqué elles-mêmes leur agresseur. Elles sont aussi découragées par l'énorme dépense d'énergie que réclament les démarches dans des commissariats dont l'accueil

est souvent rebutant, par les procédures épuisantes pour aller jusqu'au bout d'une démarche juridique qui débouche souvent sur une impasse, faute de preuves. C'est aussi très souvent la peur d'être licenciée quand le harcèlement a lieu au travail.

Selon des associations, il faudrait plus de 500 millions d'euros par an pour aider les femmes victimes de violences : le gouvernement ne leur en accorde que 79. Tout ce que le Premier ministre Édouard Philippe vient d'annoncer après la manifestation est la mise en fonction de la plateforme de signalement en ligne des violences sexistes et sexuelles promise depuis un an!

Des mesures dérisoires, des discours creux sur l'égalité des femmes et des hommes pour l'emploi ou les salaires, c'est tout ce qu'offre ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé. Il faudra bien d'autres combats des femmes et des hommes contre cette société où l'oppression et le mépris des femmes sont souvent considérés comme la norme.

Sylvie Maréchal



Inégalités salariales : une loi bidon

Prétendant lutter contre les inégalités salariales dont les femmes sont victimes, le gouvernement projette de mettre en place un système de notation pour les entreprises.

La loi ne concernera que les entreprises de plus de 50 salariés, et donc tant pis pour les centaines de milliers de femmes travaillant dans des PME. Concrètement, chaque entreprise concernée se verra attribuer une note basée sur cinq critères : la rémunération, les retours de congé maternité, les augmentations, les promotions et la présence de femmes parmi les plus hauts salariés de l'entreprise. Plus l'écart se réduira entre les salaires des femmes et des hommes, plus l'entreprise gagnera de

points. Quant à celle qui obtiendra un score inférieur à 75 points sur 100, elle aura... trois ans pour s'améliorer, sous peine d'une amende pouvant aller jusqu'à 1 % de la masse salariale. Pas de quoi faire trembler les patrons récalcitrants!

D'autant que la note sera déterminée automatiquement par les logiciels de paie des entreprises, qui s'évalueront donc elles-mêmes, avant d'en publier le résultat sur leur site Internet. Certes, la ministre du Travail a annoncé le quadruplement des contrôles réalisés par les

inspecteurs du travail. Mais on ne voit pas trop comment cela sera possible, vu que leur nombre, déjà insuffisant, va encore diminuer.

Cette loi est même en retrait par rapport au Code du travail actuel, qui punit d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 3 750 euros le « fait de méconnaître les dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ». Cette disposition, jamais appliquée, est remplacée par un système garantissant encore mieux l'impunité des patrons discriminatoires.

Le Medef s'est dit favorable à la loi, et il a vraiment toutes les raisons de le faire.

Jacques Le Gall

Impôts : aux patrons de payer!

« On doit expliquer aux gens ce qu'il y a en face de leur impôt car si personne ne le fait, tout le monde va croire que c'est normal que l'école soit gratuite ou que la collectivité paye quand on arrive en fin de vie », a osé déclarer Macron pour conclure son intervention télévisée du mardi 27 novembre.

Il reprenait ainsi le refrain à l'annoncé par les journalistes depuis le début de la contestation des gilets jaunes : comment se fait-il que les gens ne consentent plus à payer l'impôt? La réponse a été apportée, sans ambiguïté, par les hommes et les femmes interrogés sur les barrages, de l'Eure à l'Ardèche, du Tarn à la Somme : « On paie des taxes et des impôts et les classes ferment dans nos villes »; « Il faut faire 40 km pour passer

une radio »; « La maternité et l'hôpital ont fermé »; « J'ai une petite retraite et je dois payer 500 euros de complément pour ma mère en Ehpad : je fais comment? »

Les impôts sont payés massivement par les classes populaires, avec la TVA, la CSG, les taxes sur le carburant, l'impôt sur le revenu, etc., mais ils profitent avant tout aux capitalistes. Si l'école est certes gratuite, à condition de ne pas tenir compte des fournitures

scolaires et en excluant l'enseignement supérieur, la construction, l'entretien et les équipements des collèges et des lycées sont une manne pour des entreprises privées. Dans la santé, les usagers doivent payer le forfait hospitalier, les franchises sur les boîtes de médicaments, les dépassements d'honoraires, des reste-à-charge sur les soins dentaires, les lunettes, tout en payant des mutuelles de plus en plus chères. Ceux qui profitent de la Sécurité sociale sont d'abord les laboratoires pharmaceutiques comme Sanofi, les entreprises qui fournissent les scanners, IRM et autres bijoux technologiques, ceux qui construisent les

hôpitaux, et les banques qui prêtent les capitaux. Quant à la fin de vie, que Macron ose prétendre gratuite, des centaines de milliers de personnes ne savent pas comment financer le séjour de leurs parents dans des Ehpad hors de prix, le plus souvent gérés par des groupes privés, avec des conditions inhumaines pour ceux qui y travaillent comme ceux qui y séjournent. Les autoroutes, construites avec l'argent public, sont concédées à Vinci, Eiffage ou autres sociétés privées qui rackettent les automobilistes à chaque passage, pour alimenter leurs profits.

Voilà pour les services dits utiles à la population. Mais l'argent des impôts

sert encore à arroser directement les mêmes capitalistes sous de multiples formes : 40 milliards d'euros en 2019 pour le CICE (crédit impôt compétitivité emploi), 4 à 6 milliards par an pour le CIR (crédit impôt recherche), 45 milliards par an pour rembourser les intérêts des emprunts d'État, 35 milliards chaque année pour l'armée, pour enrichir Dassault ou Thales et défendre les intérêts de Bolleré ou Areva en Afrique.

L'État et son budget étant entièrement au service des capitalistes et des riches, ce serait à eux, et à eux seuls, de payer pour son fonctionnement!

Xavier Lachau

Ukraine-Russie : escalade et menace de guerre

« La loi martiale ne signifie pas une déclaration de guerre » à la Russie, nous la décrétons « uniquement pour la défense », vient de déclarer le président ukrainien Petro Porochenko. Toujours est-il que l'Ukraine, qui a saisi le Conseil de sécurité de l'ONU, a aussitôt intensifié les bombardements des régions séparatistes prorusses du Donbass, où le bras de fer militaire entre Kiev et Moscou a déjà fait plus de 10 000 morts, des centaines de milliers de déplacés et d'énormes destructions.

Avec l'arraisonnement, le 25 novembre, de deux vedettes blindées et d'un remorqueur ukrainiens par des garde-côtes russes au large de la Crimée, opération dans laquelle six militaires ukrainiens ont été blessés, la pression a brusquement monté de plusieurs crans entre l'Ukraine et la Russie. Ces deux États voisins sont de plus en plus opposés depuis qu'en 2014 la Crimée a été annexée par la Russie, aux dires du gouvernement de Kiev, ou a regagné le giron de la mère-patrie, dans la version du Kremlin.

Peu importe qui dit vrai, quand les autorités russes nient que les Ukrainiens leur aient transmis un plan de navigation, ce que Kiev dément. Le plus probable est que chaque camp a voulu tester l'autre : Kiev, en envoyant des navires avec 46 militaires à bord, plus des officiers de renseignements, ce que la SBU

(l'ex-KGB ukrainien) a reconnu ; Moscou, en les bloquant par la force. Et il n'est pas nouveau que des incidents maritimes amènent les deux pays au bord d'un affrontement à propos de l'accès à la mer d'Azov, un grand golfe ouvrant sur la mer Noire que, depuis 2003, la Russie et l'Ukraine ont en théorie convenu de se partager.

Mais, depuis que la Crimée est redevenue russe, la mer d'Azov l'est en quelque sorte aussi. En effet le détroit de Kertch, qui permet d'aller de mer Noire en mer d'Azov, est bordé par des terres appartenant à la seule Russie. Elle a donc les moyens de bloquer cette voie cruciale pour les exportations de céréales et d'acier produits dans l'Est ukrainien, qui n'a pas d'autre débouché. C'est un atout aux mains de Moscou pour faire pression sur Kiev, toujours plus tenté de rompre les amarres avec la Russie.



Les bateaux ukrainiens saisis par la marine russe, dans le port de Kertch.

Mais l'Ukraine est vue par les grandes puissances occidentales, États-Unis en tête, comme un allié de choix dans leur volonté de restreindre la zone d'influence du Kremlin, s'agissant de l'autre grande république ex-soviétique. Le pouvoir ukrainien considère donc qu'il peut compter sur l'aide occidentale contre Moscou. Cette aide est politique, financière, économique, mais aussi militaire, ce que confirment la mort d'un officier pilote américain lors du

crash accidentel d'un avion militaire dans l'ouest du pays, tout comme les informations sur les fournitures d'armements américains et canadiens aux troupes de Kiev.

Et puis, à l'approche de l'élection présidentielle ukrainienne, prévue en mars, dans laquelle les sondages donnaient récemment Porochenko battu, ce dernier n'est pas mécontent d'apparaître comme un chef de guerre, derrière lequel tout le pays devrait faire front. En

outre, la loi martiale décrétée pour un mois lui permet de reprendre en main les médias, d'interdire les rassemblements publics, au moins dans toutes les régions frontalières. Et cette loi est renouvelable. Jusqu'aux élections ?

À moins qu'à force d'escalade dans la préparation à la guerre – ce que signifie l'expression loi martiale – une provocation de trop ne déclenche un embrasement encore plus terrible que la guerre larvée du Donbass.

Pierre Laffitte

Pologne : l'extrême droite et ses nostalgies

Comme chaque année, l'extrême droite polonaise a célébré le 11 novembre l'indépendance de la Pologne. Mais, cette fois, elle l'a fait en une marche commune avec le parti au pouvoir, le PiS (Droit et Justice, en polonais). 200 000 personnes y ont pris part.

Le PiS, qui est revenu à la présidence du pays et à la tête du gouvernement en 2015, illustre la régression réactionnaire en cours dans divers pays d'Europe et qui s'étend ailleurs avec l'approfondissement de la crise mondiale du

système capitaliste.

Mais quelle Pologne indépendante les nationalistes au pouvoir et l'extrême droite célébraient-ils ? La Pologne indépendante est réapparue dans la foulée de l'armistice de novembre 1918, alors

qu'elle avait cessé d'exister depuis plus d'un siècle, les Empires voisins russe, prussien et autrichien se l'étant partagée.

Sa création, fin 1918, fut le fait des impérialistes vainqueurs qui y voyaient un moyen de compléter la ceinture d'États hostiles encerclant la Russie soviétique née de la révolution de 1917. Principal soutien de l'État polonais, la France équipa son

armée, la conseilla avec des officiers comme Weygand, de Gaulle et autres qui, s'ils ne purent empêcher l'armée polonaise d'être chassée d'Ukraine par l'Armée rouge, aidèrent à stopper celle-ci devant Varsovie.

La nouvelle Pologne devait tout aux États vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Ils en dessinèrent les contours pour affaiblir l'Allemagne et la Russie, mais aussi pour la tenir, ne lui laissant qu'un étroit corridor pour accéder à la mer, tandis qu'une partie de sa population restait hors de ses frontières. En revanche, la Pologne englobait des pans de pays voisins, au point qu'ils représentaient plus de la moitié de son territoire, ce nouvel État opprimant féroce ses minorités juive, ukrainienne et biélorusse. Cette « Pologne libre » trouva sa consécration dans l'instauration du régime autoritaire du maréchal Pilsudski dès 1926.

Ce cas n'a rien d'exceptionnel. En fait, toute l'Europe centrale et orientale fut remodelée au gré des seuls intérêts des bourgeoisies française et anglaise. Au nom du respect du droit des peuples, elles charcutèrent les peuples

dans leur chair. On créa ici de nouveaux pays avec des régions enlevées à leurs voisins, là de mini-États dépecés dont une partie de la population se retrouvait minoritaire et opprimée à l'étranger. Enfermés dans le carcan de frontières arbitraires, ces pays se trouvèrent soumis dès l'origine à des contradictions insurmontables. D'où leur évolution quasi générale vers des dictatures plus ou moins ouvertes, sur fond de nationalisme exacerbé et de rivalités militaires entre voisins.

Prétendant assurer la paix, dès novembre 1918, l'impérialisme préparait la guerre suivante. Il plongeait les peuples d'Europe centrale dans une situation telle que, si la révolution ouvrière n'y triomphait pas comme en Russie, la réaction la plus noire y trouverait un terrain fertile. Avec la crise mondiale de 1929, cela allait contribuer à la nouvelle boucherie mondiale. Cette célébration du 11 novembre par les nationalistes polonais rappelle dans quelle course à l'abîme le capitalisme en crise avait alors déjà précipité les peuples.

P.L.



Commémoration du 11 novembre 1918 en présence du président Andrzej Duda.

Arabie saoudite : la dictature enfermée, torture, assassine

À l'heure où le prince héritier du royaume d'Arabie saoudite commence des visites aux chefs d'État, dans le but de tourner la page sur le meurtre par ses barbouzes du journaliste Khashoggi à Istanbul, l'ONG Amnesty international lance l'alerte sur les conditions de détention des militantes féministes saoudiennes, comme d'ailleurs d'autres opposants au régime.

Le prince Mohamed ben Salman, dit MBS, dans le cadre de la propagande visant à se dessiner une image de réformateur, avait au printemps dernier annoncé que les femmes auraient désormais le droit de conduire une voiture et de s'asseoir sur les gradins des stades pour assister à des matches.

Au même moment, le régime lançait une vague de répression contre les militantes féministes dont une dizaine étaient arrêtées. La plupart d'entre elles sont encore détenues, sans qu'aucune charge soit officiellement retenue, à la prison

de Dhaban près de Jeddah, sur la côte occidentale de la péninsule arabique. L'ONG dénonce les tortures, flagellations et violences sexuelles dont elles sont victimes. Sur la côte opposée, à Qatif dans la région chiite, Israa al-Ghomgham, une autre opposante, risque toujours la mort par décapitation.

Le régime s'en prend à celles qui ont manifesté pour les droits des femmes et contre le système patriarcal oppresseur, qui protestent, sur Internet ou les réseaux sociaux, contre sa dictature sur les femmes, sur les opposants, les travailleurs

étrangers avec ou sans papiers. Des centaines voire des milliers sont emprisonnés dans les geôles, battus, torturés et risquent la décapitation. Depuis plus de dix ans, Raïf Badawi, blogueur opposant, est détenu et fouetté chaque vendredi.

Sans même avoir été connue comme opposante, une domestique indonésienne a été décapitée il y a peu, coupable de s'être rebellée contre les viols à répétition infligés par le père de son employeur, et de l'avoir, en état de légitime défense, tué avec un bâton. Elle était une personne parmi les million et demi de travailleurs indonésiens exploités par les riches familles saoudiennes et la plupart du temps soumis à des mauvais traitements. Par ailleurs, des centaines de milliers de travailleurs yéménites ont eux

aussi constitué une réserve de main-d'œuvre bon marché, avant de servir de boucs émissaires, le chômage augmentant, dans le cadre de la guerre menée à leur pays. Depuis 2017, le prince MBS a présidé à l'expulsion de cent mille d'entre eux.

Quand MBS, après être allé investir 16 milliards de dollars auprès du dictateur égyptien al-Sissi, a poursuivi

sa tournée à Tunis, il a été accueilli par des manifestants hostiles. Mais le président Essebsi, lui, l'a reçu avec les égards dus à ses milliards et son pétrole à prix d'ami. La même indulgence décomplexée lui est aussi réservée par les grandes puissances et leurs marchands d'armement, par les Trump et les Macron complices de MBS.

Viviane Lafont



Pancartes devant l'ambassade d'Arabie saoudite à Londres en hommage au journaliste Jamal Khashoggi.

Qatar : les pratiques esclavagistes de Vinci

L'association Sherpa a une nouvelle fois porté plainte contre Vinci et sa filiale qatarienne, notamment pour travail forcé sur les chantiers de la Coupe du monde de football de 2022.

La précédente plainte contre Vinci avait été classée sans suite faute de travailleurs prêts à témoigner à visage découvert. Cette fois, ils sont six, cinq Indiens et un Népalais, à se joindre à la plainte de l'association.

Même si Vinci a renoncé en 2015 à confisquer les passeports des travailleurs immigrés, ce qui les enchaînait à leurs sous-traitants et les transformait en

esclaves, le récit de ceux-ci est édifiant : ils travaillent 66 heures par semaine, à raison de 11 heures par jour, sous des températures avoisinant les 45°, voire les 50°. À ces journées de travail harassantes s'ajoutent parfois trois heures de transport, parce que les ouvriers sont logés loin des chantiers. Le soir, ils doivent faire la queue pour se laver, vingt ouvriers se partageant une

douche. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les malaises des travailleurs, les évanouissements, les accidents soient nombreux.

Ces conditions de travail sont bien en deçà du droit officiel qatarien, puisque la journée de travail est officiellement de 8 heures, avec

une pause déjeuner d'une demi-heure. Mais Vinci, avec la complicité de la justice française et de celle de l'État qatari, n'en a cure. Le groupe continue d'affirmer contre toute vraisemblance qu'il respecte les droits des travailleurs et prétend « avoir toujours œuvré

en faveur de l'amélioration des conditions de travail au Qatar ».

Cette nouvelle action en justice a le mérite de mettre en lumière les agissements de telles sociétés capitalistes, qui se comportent en véritables esclavagistes.

Aline Urbain



Mali : l'intervention française alimente le chaos

La ministre des Armées, Florence Parly, s'est félicitée d'un raid de l'aviation française effectué le 27 novembre dans le centre du Mali, qui aurait coûté la vie à Hamadou Kouffa, un prédicateur djihadiste.

Kouffa faisait partie des dirigeants djihadistes qui, en janvier 2013, tenaient le nord du Mali et se préparaient à conquérir la capitale, Bamako, quand ils furent mis en déroute par l'armée française. Hollande était accouru pour se féliciter d'une telle victoire, qui lui avait permis de maintenir à bout de bras l'État malien, avec à sa tête un homme de confiance de l'impérialisme, aussi corrompu soit-il. Le risque d'une déstabilisation des États voisins était provisoirement écarté, de quoi rassurer les actionnaires d'Areva, Bouygues, Bolloré et autres capitalistes français pour lesquels l'Afrique est une affaire rentable.

Mais les milices djihadistes n'ont pas disparu. Au contraire, leur action s'est poursuivie au Mali et elle s'est même étendue à d'autres pays de la région. Cela a conduit Hollande,

puis Macron, à poursuivre leur intervention militaire à l'échelle du Sahel, avec la mise en place de l'opération Barkhane mobilisant en permanence 4500 hommes.

En 2015, Kouffa réapparut, cette fois au centre du Mali, sa région d'origine. Les djihadistes se lancèrent à la conquête de cette zone et y parvinrent à coups d'attentats, d'intimidations, mais pas seulement. Une partie de la population était révoltée par le racket de l'administration et par les exactions commises par l'armée malienne. Celle-ci a « poussé de nombreuses personnes à rejoindre les rangs des djihadistes ou des milices communautaires pour assurer leur défense et leur sécurité », dénonce la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) dans un rapport publié le 20 novembre.

Aujourd'hui, la région est devenue l'épicentre des

violences contre la population du Mali, victime des djihadistes, des milices ethniques, et aussi de l'armée. Sous la menace djihadiste, au moins 750 écoles restent fermées dans le nord et la région Centre. Les conflits communautaires opposant les Peuls, traditionnellement éleveurs, aux Dogons et aux Bambaras, qui pratiquent majoritairement l'agriculture, se multiplient, alimentés par l'attitude des militaires et par la politique des diverses milices, djihadistes ou autres, qui cherchent à exploiter la situation. Quant à l'armée malienne, selon la FIDH, elle est responsable dans la région, depuis le début de 2018, de « plus d'une centaine de victimes d'exécutions sommaires au cours d'au moins une dizaine de massacres, de dizaines de cas de tortures ». Et l'intervention militaire française, loin de mettre un terme à ce chaos, n'a fait que l'entretenir et l'aggraver.

Jean Sanday

Novembre 1918 : la contagion de la révolution en Alsace-Moselle

Depuis 1870 et jusqu'à la fin de la guerre 1914-1918, l'Alsace et une partie de la Lorraine (qui correspond aujourd'hui au département de la Moselle) faisaient partie de l'Empire allemand. 380 000 Alsaciens-Lorrains avaient été incorporés à ce titre dans l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale, dont 16 000 dans la marine. La révolution de 1918 vit l'Allemagne se couvrir de conseils d'ouvriers et de soldats, inspirés de la révolution russe.

En Alsace-Moselle, la révolution commença fin octobre 1918 lorsque les marins allemands de Kiel, sur la mer Baltique, se mutinèrent contre les officiers qui voulaient les envoyer se battre « pour l'honneur » contre la marine britannique. En rentrant chez eux, ils furent à l'initiative de la création des conseils de soldats, inspirés des soviets russes, dans un contexte de décomposition de l'armée allemande et d'écroulement de l'Empire. En Alsace-Lorraine, le plus connu de ces conseils fut celui de Strasbourg, où le drapeau rouge flotta sur la cathédrale.

À Metz, ce fut l'arrivée de cinq marins, dans un train venant de Kiel, qui provoqua la constitution d'un conseil de soldats, le 8 novembre. Dès le lendemain, ce conseil appela à une assemblée générale des ouvriers de la ville et un conseil des ouvriers et soldats se constitua. Ses premières mesures furent la fin de la censure, le rappel des expulsés, la libération des soldats détenus, l'organisation du retour des soldats qui se démobilisaient, le ravitaillement des troupes, l'autorisation de la langue française et le maintien de

l'ordre contre les pillages.

Dans les vallées industrielles de la Moselle sidérurgique ou dans le bassin houiller, la situation fut un peu différente. Des grèves avaient éclaté en 1916 et 1917 pour l'augmentation des salaires et des rations de pain et de viande dans le bassin houiller ou à Hayange. Elles avaient chaque fois été suivies de répression contre les meneurs. Outre la dictature militaire de plus en plus pesante, la misère, la faim étaient le lot des travailleurs.

Un peu partout, l'existence de ces conseils fut assez éphémère, alors que l'armée française se dépêchait de prendre position en Alsace-Lorraine, désormais rattachée à la France. Cependant, dans les entreprises où des conseils s'étaient installés, des grèves avec occupation se poursuivaient.

Les nouvelles autorités françaises, elles, voyaient dans ces conseils une menace révolutionnaire. Le 28 novembre, le commissaire de la République proclama l'annulation des hausses de salaire obtenues par les grévistes, le retour aux conditions de paye et de travail de septembre 1918 ainsi que la dissolution

des conseils. Le général Lecomte, s'adressant au général Fayolle, lui demanda « d'occuper de façon définitive et permanente la région minière et industrielle ». Dans chaque usine, un délégué militaire disposant des pleins pouvoirs fut nommé, qui entreprit de dissoudre les conseils et de dénoncer tous les accords imposés par les travailleurs.

Dans un courrier aux autorités françaises, François de Wendel, patron de la firme côté français, donnait les noms des dirigeants des conseils à arrêter dans ses usines installées dans la région depuis 1870, donc sous l'autorité allemande, en demandant instamment l'envoi de gendarmes et de troupes.

La frontière créée par l'annexion de l'Alsace-Lorraine en 1870 n'en était pas une pour les de Wendel, qui avaient des usines des deux côtés et s'attendaient à ce que les autorités les protègent de leurs ouvriers, qu'elles siègent à Berlin ou à



Conseils de soldats et d'ouvriers en 1918. Les recherches en cours tendent à montrer qu'il y a eu des Conseils de soldats dans la plupart des casernes, en particulier à Saverne, Bischwiller, Mutzig et Ribeauvillé.

Cartographie : B. Furst, CRESAT, UHA, 2018

Paris. À l'issue de la guerre, la famille s'enrichit encore considérablement avec les réquisitions d'entreprises ayant appartenu à des Allemands.

Contre les brigands capitalistes, les révolutionnaires avaient une autre

perspective. Comme le déclara l'un des marins révoltés de la Baltique, originaire de Thionville : « Le but final n'est pas de choisir entre être Français ou Allemand, mais l'œuvre civilisatrice, la fraternisation des travailleurs. »

Étienne Hourdin

Épuration ethnique en Alsace-Lorraine

Pour la population d'Alsace-Lorraine, le rattachement à la France en 1918 ne fut pas synonyme de liberté. Le 14 décembre 1918, les autorités militaires françaises instaurèrent une sélection de la population en fonction de son origine. Quatre cartes d'identité apparurent : la carte A était réservée aux Alsaciens-Lorrains dont

les deux parents étaient nés en France avant 1870 ; la carte B était pour ceux dont un des parents était d'origine étrangère ; la carte C pour ceux dont les parents étaient originaires d'un pays allié pendant la guerre ; la D était destinée à ceux originaires des pays ennemis pendant la guerre, y compris ceux nés en

Alsace-Lorraine après 1870.

Des dizaines de milliers d'hommes et femmes ne connaissant que l'allemand furent expulsés d'Alsace-Lorraine, où l'emploi de la langue allemande fut proscrit. La reconquête de la région en 1918 fut ainsi pour beaucoup synonyme d'épuration ethnique.

É. H.

Bitcoin : monnaie virtuelle, pollution réelle

On connaissait les éoliennes destinées à transformer le vent en électricité. Les bitcoin, ainsi que les autres crypto-monnaies, font exactement le contraire : ils produisent du vent en pompant une énergie folle.

Le bitcoin, comme les centaines d'autres monnaies virtuelles, n'existent que sous forme numérique, dans les réseaux et les mémoires d'ordinateurs. Mais l'activité liée au bitcoin consomme actuellement autant d'électricité qu'un pays comme l'Irlande. La fabrication de cette monnaie ne nécessite pourtant ni pelleuse, ni explosifs,

ni mineurs de fond.

Quant à la création de dollars ou d'euros sous forme électronique, scripturale, elle est réalisée chaque jour par les banques centrales ou les banques commerciales, instantanément et pour un coût modique. La seule valeur de ces monnaies repose sur la confiance, bien obligée, que le public veut bien accorder à cette monnaie,

et derrière elle aux instituts d'émission, banques et États. Si, dans l'intérêt des capitalistes, les banques centrales sont censées contrôler que la masse monétaire en circulation évolue avec la production, la multitude de faillites bancaires, d'épisodes d'inflation galopante, d'effondrement des monnaies ou de banques d'État qui ont ponctué l'histoire du capitalisme, ont montré aux peuples saignés à blanc que le système était capable du pire, y compris dans le domaine monétaire.

Mais, dans le cas du

bitcoin, il n'y a même pas d'institut quelconque censé réguler l'offre de monnaie. Alors, pour éviter une production gigantesque ou frauduleuse de monnaie, qui ferait s'effondrer aussi vite sa valeur, ses concepteurs ont donc artificiellement imposé que la création d'un bitcoin nécessite la résolution d'énigmes mathématiques impliquant des puissances croissantes de calcul et des milliers d'ordinateurs en réseau, appartenant à des individus ou des entreprises baptisés « mineurs », alors qu'ils ne

fréquentent guère d'autre mine que celle de leur crayon et sont eux-mêmes récompensés en bitcoins.

Voilà comment, pour alimenter une bulle spéculative de plus, les crypto-monnaies dépensent plus d'électricité qu'un pays européen, et polluent chaque année davantage l'atmosphère en CO₂ qu'un million de vols transatlantiques. Pollueur, gaspilleur de travail humain et profondément inutile, le bitcoin est bien à l'image du système qui l'engendre.

Christian Bernac

La Réunion : révolte contre l'injustice sociale

Mardi 27 novembre, pendant que Macron, en majesté, maniait le verbe creux sur l'avenir de la planète, les gendarmes tentaient de déloger les barrages à La Réunion, à coups de grenades lacrymogènes, pour faire place nette avant l'arrivée de la ministre des Outre-mer, Annick Girardin, qui devait venir écouter tout le monde. C'était une pure provocation, puisque tous les soirs la plupart des barrages sont levés à partir de 18 heures.

Depuis le 17 novembre, les barrages des gilets jaunes se sont non seulement maintenus mais intensifiés. Plusieurs dizaines de barrages tenus de l'aube au crépuscule sont des lieux d'échange, de discussion, de prise de parole et de conscience.

Inégalités criantes

Dans ce département, les racines de la colère sont profondes. Près d'un Réunionnais sur quatre est au chômage, un sur trois entre 18 et 29 ans.

Si, en France métropolitaine, 14% de la population vit sous le seuil de pauvreté situé à 1015 euros par mois pour une personne seule, à La Réunion ce pourcentage est de 40%.

Les prix à la consommation sont en moyenne 10,6% supérieurs à ceux appliqués dans l'Hexagone, selon les données de l'Insee en 2017. En outre, l'inflation y est également plus forte.

À ces données quantifiables s'ajoutent bien des frustrations, dans lesquelles la pauvreté se mêle à l'origine sociale et à la couleur de la peau, toutes données occultées par la publicité sur une idyllique société arc-en-ciel.

Toutes les catégories sociales écrasées

Le grand capital impose sa loi de fer au fonction-

nement d'une société insulaire entièrement orientée vers la satisfaction des profits des gros actionnaires et des banquiers.

Les petites entreprises, les artisans et les petits commerçants, de plus en plus étranglés, finissent par demander grâce. Dans le mouvement des gilets jaunes, avec la bannière tricolore et la *Marseillaise*, ils revendiquent des baisses de charges, avec l'espoir illusoire de restaurer des marges largement confisquées par les banques et la concurrence des grands groupes capitalistes. Le mouvement a surpris tout le monde, et la méfiance affichée par les gilets jaunes sur les barrages à l'encontre des politiques et des syndicalistes a fait que ces derniers se sont pour un temps maintenus à distance.

Mais dès que, face à l'importance de la mobilisation, il a été question de tractations avec le préfet et avec la ministre, les représentants professionnels sont sortis d'un hypocrite et très bref silence pour revendiquer l'indemnisation des pertes subies du fait des blocages et la prise en compte de leurs divers vœux de défiscalisation. Dans la foulée, les plus honnis des politiques se sont mis en scène, comme le maire du Tampon ouvrant aux gilets jaunes un conseil



Gilets jaunes en colère, le 24 novembre sur l'île de La Réunion.

municipal extraordinaire, la maire de la Possession se prévalant de communications directes avec la ministre, etc.

Ainsi, après une semaine de crise sociale, seuls les syndicats de travailleurs ne s'étaient pas exprimés, paralysés par la crainte de milieux socialement hostiles. Mais en fait, dès le début, bien des salariés, syndiqués ou non, se sont rendus sur les barrages en dehors de leurs heures de travail, tôt le matin, ou le soir. Ils y ont confronté leurs idées, échangé leurs expériences, profité d'un moment rare où

l'on voit du monde sortir de l'isolement social et où on se sent appartenir à un mouvement. Cela a fini par mettre en porte-à-faux les dirigeants syndicaux. L'intersyndicale du BTP, suivie par d'autres corporations, dont les dockers, a apporté son soutien au mouvement. Certains, comme la CGTR commerce, ont appelé à la grève mercredi 28 novembre pour faire valoir les revendications ouvrières.

Mercredi 28 novembre, la ministre a été passablement chahutée à son arrivée. Cette journée sera-t-elle un tournant? En tout

cas, le préfet et le gouvernement agitent la carotte et le bâton, déstabilisés par un mouvement qu'ils n'avaient pas anticipé. Ils lancent les gendarmes et les gendarmes mobiles à l'assaut des barrages, pour une démonstration de force et une provocation. Même un Ehpad accueillant 80 personnes âgées a reçu des grenades lacrymogènes. Cela n'a pas peu contribué à faire monter d'un cran la colère, et il n'est pas dit que quelques paroles de ministre suffisent à la faire retomber.

Émile Grondin

Quel objectif pour les travailleurs ?

D'ores et déjà le gouvernement, le préfet, les hommes politiques locaux se montrent plus sensibles aux demandes de baisse des cotisations sociales et fiscales, à l'effacement des dettes sociales des entreprises, des aides directes, etc.

Si les travailleurs ne veulent pas être laissés pour compte, il est temps

de faire entendre notre revendication : augmentation des salaires, des retraites et des allocations, et indexation sur les hausses de prix. Il faut que cette revendication s'affiche partout, il faut qu'elle soit discutée dans tous les lieux où nous sommes : sur les barrages, dans nos quartiers, en allant faire les courses et bien sûr sur les

lieux de travail.

L'objectif, c'est que personne ne puisse ignorer qu'en imposant l'échelle mobile les travailleurs défendent l'existence de toutes les classes populaires contre l'accaparement des richesses par le grand patronat et les banquiers.

Lutte ouvrière
La Réunion

Maisons de retraite : prix inabordables

Une étude du ministère de la Santé publiée le 27 novembre met l'accent sur les difficultés financières des personnes âgées en maison de retraite, du fait des prix élevés de celles-ci.

Le montant médian à payer est de 1850 euros par mois, c'est-à-dire que, dans la moitié des cas, le prix demandé est supérieur à cette somme. Il atteint 2420 euros dans les établissements privés à but lucratif, construits par les sociétés telles que Korian, Orpea, Domus Vi, etc. qui ont massivement investi dans ce qu'elles appellent sans honte « l'or gris ».

Alors, avec des retraites dont la moyenne est de 1500 euros net par mois, et

on sait que bien des retraités ne les touchent pas ou même doivent vivre avec bien moins que 1000 euros par mois, beaucoup sont en difficulté. 32% doivent prendre sur leur épargne ou vendre une partie de leurs biens. 11% doivent faire appel à la générosité de leurs proches. De plus, selon une autre étude, 45% des personnes disent qu'elles ne pourront plus payer seules, du fait des mesures de Macron contre les retraités, qui dégradent encore plus leur

niveau de vie.

Cette situation déjà difficile va donc encore s'aggraver car, d'ici 2050, le pays comptera près de 5 millions de seniors de plus de 85 ans, contre 1,5 million aujourd'hui. Les dépenses de l'État liées à la dépendance sont estimées aujourd'hui à près de 24 milliards d'euros par an, et il faudrait donc les augmenter considérablement. Cela devrait être une priorité absolue pour tout gouvernement, ou du moins pour un gouvernement qui serait soucieux du bien des personnes âgées et de leur assurer une fin de vie digne, ce qui ne court pas les rues.

Cédric Duval



EPAH LA FORÉTD

Implants médicaux: le prix de la rentabilité

Un morceau de filet à mandarines aurait pu devenir un implant vaginal et être vendu comme tel dans tous les pays européens. Ce n'est pas une mauvaise blague, c'est la réalité: une expérience réalisée par une journaliste néerlandaise pour dénoncer l'absence de contrôle lors de la mise sur le marché des dispositifs médicaux pourtant implantés dans le cœur, les vaisseaux, les seins, sous la peau, le vagin, dans les os...

La journaliste a donc acheté un filet à mandarines et, avec un médecin, a monté le dossier technique de son implant, simplement en reprenant les dossiers d'autres implants vaginaux. Car pour obtenir une certification, il suffit au fabricant de montrer que le dispositif est similaire à ce qui existe sur le marché. Aucune preuve de son efficacité clinique, aucune preuve qu'il apporte un bénéfice pour la santé ne sont exigées.

Le dossier du fabricant doit ensuite être présenté à un organisme de certification qui délivre le certificat CE (Conformité européenne) qui confère aux produits qui l'arborent le droit d'être vendu dans les pays

de l'Union. Ces organismes sont des sociétés auxquelles les États donnent la licence d'attribuer les certificats CE. Les fabricants choisissent leur organisme de contrôle et le payent.

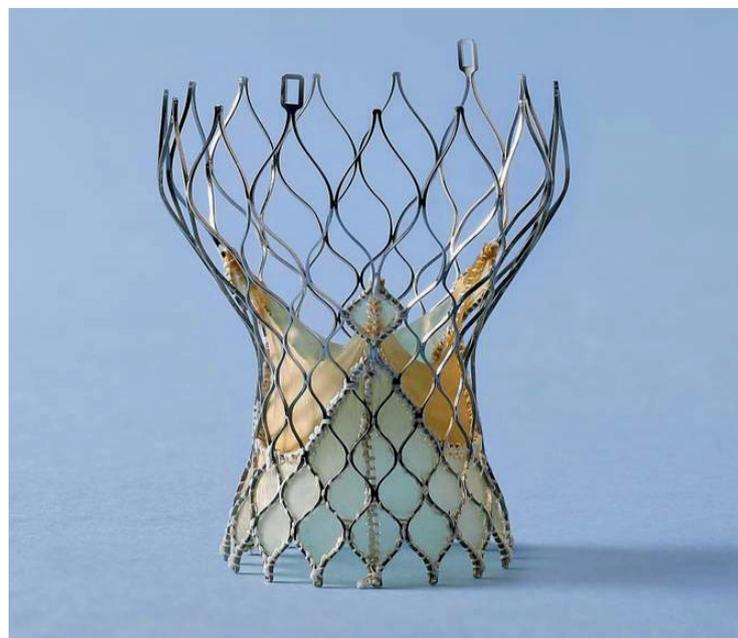
Le dossier du filet à mandarines a été donné à trois organismes différents et a obtenu trois approbations de principe pour être fabriqué, mis sur le marché et implanté.

C'est révoltant et inquiétant mais aussi finalement dans l'ordre des choses. Car si les implants médicaux sont de remarquables produits qui sauvent des vies humaines, permettent à ceux qui autrefois auraient été condamnés à l'inactivité ou l'exclusion de continuer à

vivre au cœur de la société, ils sont avant tout des marchandises qu'il faut donc vendre à tout prix. Et c'est un très gros marché.

L'émission Cash Investigation d'Élise Lucet, le 27 novembre sur France 2 en a montré quelques exemples dont la valve aortique Tavi qui peut être placée sans intervention chirurgicale, une valve conçue pour des sujets âgés qui ne peuvent pas supporter une opération. Cette valve a permis de réaliser trois milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2017. L'idée est maintenant de placer ces valves sur des sujets plus jeunes. Des médecins mettent en garde, affirmant qu'on ne sait pas quelle est la durée de vie de ces valves et qu'une sur deux est abîmée au bout de huit ans. Mais peu importe aux fabricants qui, eux, ont pour projet: cinq milliards en 2021!

On se souvient aussi des prothèses mammaires PIP, fabriquées à base d'un gel de silicone bon marché mais interdit à l'usage médical.



YVES SAMUEL

Prothèse de valve cardiaque.

Certaines se sont rompues laissant le gel se répandre dans le corps avec de graves conséquences. Le patron de la société fabricante a été condamné pour escroquerie, mais aujourd'hui d'autres prothèses mammaires font courir d'autres risques. Pour certaines, on sait que leur structure

est irritante, qu'elles sont à l'origine de cas de lymphomes. Mais elles sont encore vendues et implantées.

Et cela continuera... tant que l'argent présidera à l'organisation de toute la production et que les contrôles choisiront leurs contrôleurs.

Sophie Gargan

Migrants: menaces contre l'Aquarius

Le navire humanitaire Aquarius a été mis sous séquestre à Marseille à la demande de la justice italienne. Le parquet de Catane, en Sicile, reproche à l'ONG Médecins sans Frontières (MSF), d'avoir fait passer pour des déchets classiques 24 tonnes de déchets qu'il juge potentiellement toxiques. En outre, plusieurs comptes bancaires de MSF sont bloqués.

Dans tous les ports italiens où débarquaient des migrants secourus, du temps où ils pouvaient encore le faire, les ordures récoltées sur les navires de MSF – vêtements trempés abandonnés par les secourus, restes alimentaires, déchets médicaux – étaient débarquées et confiées aux services des ports chargés de leur collecte, respectant les procédures standard. Jamais, ni les autorités portuaires ni personne n'avaient contesté quoi que ce soit.

C'est une évidence, l'accusation est fallacieuse dans un pays où l'on sait que la Mafia peut déposer impunément des milliers de tonnes de déchets toxiques dans les campagnes. Et la mise sous séquestre est «une mesure disproportionnée et instrumentale, visant à criminaliser pour la énième fois l'action médico-humanitaire en mer», comme le dit le communiqué de l'association. En tentant de bloquer définitivement l'Aquarius,

dernier navire humanitaire parcourant la Méditerranée pour secourir les migrants, la justice italienne répond aux désirs du ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, du parti d'extrême droite La Ligue, raciste et xénophobe. Salvini poursuit sa politique antimigrants qui s'est déjà traduite par des accords infâmes avec les autorités libyennes pour empêcher tout départ en mer, et par l'interdiction aux navires humanitaires d'entrer dans les ports italiens. Sans oublier les pressions diplomatiques sur Gibraltar et Panama, qui ont abouti à ce que ces pays retirent leur pavillon de navigation à l'Aquarius.

De son côté, le gouvernement français, tout en critiquant le gouvernement italien, ne fait rien pour soutenir les actions humanitaires en Méditerranée, ni même par exemple pour permettre à l'Aquarius de naviguer à nouveau.

Depuis quatre ans, plus

de 15 000 personnes sont mortes noyées en Méditerranée, dont 1267 depuis janvier 2018. En deux ans et demi, 30 000 personnes ont été secourues, dont presque un quart de mineurs. Une nouvelle fois, MSF a dénoncé deux années de campagnes diffamatoires contre les ONG: «Le seul crime que nous voyons en Méditerranée est le démantèlement total du système de recherches et de secours.»

Bertrand Gordes



MEHDICHEBIL

Lycées professionnels: contre la réforme Blanquer

Mardi 27 novembre, les syndicats de l'enseignement professionnel ont appelé à une nouvelle journée de grève et de manifestation contre la réforme Blanquer. C'était la troisième depuis septembre dans l'Éducation, et seul le personnel de la filière professionnelle y était appelé. À Paris, une manifestation est partie du Centre Pompidou pour rejoindre la place de la République.

En fait de réforme, c'est un retour en arrière que le gouvernement veut

imposer en passant en force contre l'opinion de la grande majorité des enseignants: la diminution importante des heures d'enseignement en mathématiques, français et histoire-géographie en CAP et bac professionnel que souhaite le gouvernement ramènera les jeunes travailleurs à l'époque où leur bagage culturel était réduit au minimum. Au contraire, tout devrait être fait pour garantir à ces jeunes, plus vite entrés dans la vie active, la culture la plus large

possible, d'autant que ce sont souvent des élèves qui ont été en difficulté dans leur parcours scolaire.

Mais le but de Blanquer est tout simplement de faire des économies et de supprimer des postes d'enseignants, voire des filières entières. La seule logique du gouvernement est celle des économies dans les services publics utiles à la population, imposées aux classes populaires pour arroser de milliards la bourgeoisie et le grand patronat.

Boris Savin



Chantiers de Saint-Nazaire : 250 travailleurs disparaissent, silence patronal

Mercredi 14 novembre, en milieu de matinée, 250 travailleurs détachés de la société lituanienne Litana ont brusquement disparu du site des Chantiers de l'Atlantique, laissant là leur travail en cours et rangeant vite fait leur outillage. Pour quelle raison ? Officiellement, c'est un mystère... La direction des Chantiers comme celle de Litana, donc ceux qui savent, « ne souhaitent pas s'exprimer » !

Selon la presse locale, la disparition de cette importante entreprise sous-traitante de tôlerie et de tuyauterie serait liée à une investigation conduite par l'Office central de lutte contre le travail illégal (OCLTI), un service de la Gendarmerie nationale qui a notamment pour mission de lutter contre les fraudes aux cotisations et prestations sociales, et plus généralement contre le travail illégal.

Pourtant, deux jours après, les travailleurs sont réapparus (pas forcément les mêmes) avec l'ordre de se taire sous la menace

habituelle de perdre leur emploi et d'être renvoyés dans leur pays.

Litana est connue pour se dispenser de payer ce qui est légalement dû aux personnes qu'elle emploie. En 2009 déjà, des salariés bulgares de cette entreprise avaient dû faire grève pour obtenir les versements de salaires impayés.

Quant à la politique de la direction des Chantiers de l'Atlantique, elle consiste à organiser la sous-traitance en cascade de plus de 300 entreprises, employant selon les circonstances de 3000 à 8000 travailleurs sur le site.

Il s'agit de mettre en concurrence des milliers de travailleurs aux statuts les plus variés, toujours plus précaires. Et quand les heures supplémentaires ne sont pas majorées ou même tout simplement pas payées, elle sait fermer les yeux.

Ainsi, dans ce pays qui se prétend très démocratique, l'omerta est la règle en ce

qui concerne l'exploitation. Mais les travailleurs sont de plus en plus conscients que contre les salaires misérables et les journées à rallonge que veut imposer la direction des Chantiers, il faudra s'organiser et se battre tous ensemble pour la faire reculer.

Correspondant LO



SNCF : non aux fermetures de guichets !

Faisant suite à la mobilisation du 9 octobre contre la fermeture de guichets et de points d'accueil sur la ligne N (Montparnasse-Chartres-Dreux), un rassemblement de plus de 150 personnes a eu lieu jeudi 15 novembre à la gare de Versailles-Chantiers.

Il a rassemblé des cheminots du commercial et d'autres secteurs, ainsi que des usagers, tous conscients qu'en dégradant les conditions de travail des uns, la SNCF aggrave les conditions de transport des autres.

La CGT, qui appelait à cette manifestation, rappelait que la direction prévoit la suppression de 35 emplois d'agents commerciaux sur cette ligne dans le cadre

du plan global de la SNCF destiné à réduire l'activité et le nombre des points de vente et d'accueil : à l'échelle du pays, 952 postes disparaîtraient à l'horizon 2019. Les gares parisiennes sont particulièrement visées : à Montparnasse, 80 postes sont menacés, et à Austerlitz, plus aucun guichet ne devrait rester ouvert. Ces fermetures et réduction d'horaires d'ouverture des

guichets aggravent encore le sentiment d'insécurité dans des gares désertes en soirée ou le week-end, et compliquent la vie des usagers qui doivent se débrouiller seuls sur des machines ou sur Internet.

Les cheminots concernés se voient proposer des reclassements sous forme de missions de contrôle, précaires dans le lieu et le temps. La plupart ne sont pas d'accord pour se voir imposer un changement brutal d'activité. Une cheminote avait ainsi interpellé le directeur le 9 octobre dernier avec cette réflexion :

« Non seulement vous supprimez mon poste, mais en plus vous me proposez de devenir contrôleur afin de verbaliser les usagers à qui je n'aurai pas pu vendre de billet, car justement mon guichet est fermé ! »

La mobilisation du 15 novembre a permis de dénoncer une nouvelle fois la politique de rentabilité de la SNCF et son mépris tant à l'égard des voyageurs qu'à l'égard des travailleurs qu'elle voudrait déplacer à sa guise. Les cheminots qui y ont participé n'ont pas l'intention de baisser les bras.

Correspondant LO

Novartis - Bâle : manifestation contre les licenciements

À l'appel des syndicats suisse Unia et Syna, près de 700 personnes ont manifesté samedi 24 novembre à Bâle contre les 2150 suppressions d'emplois prévues en Suisse par le géant pharmaceutique Novartis.

Cela représente 16,5% des 13000 salariés, sans compter l'impact sur les sous-traitants. Les sites de production sont les plus lourdement touchés avec 1500 postes supprimés. La Suisse n'est pas le seul pays concerné, Novartis prévoit également de fermer une usine à Grimsby en Angleterre, et de supprimer ainsi 400 emplois.

Le trust pharmaceutique ne compte pas

pour autant s'arrêter là : il prévoit en effet de faire passer ses effectifs de 124000 actuellement à moins de 100000 d'ici 2022. Pourquoi ? Comme il le déclare, l'objectif est d'augmenter la marge bénéficiaire de 32% aujourd'hui à 35% d'ici cinq ans. Pour Novartis, c'est donc la santé des actionnaires d'abord. Comme le disaient justement les manifestants, ce trust peut et doit renoncer aux licenciements. Un objectif que les travailleurs devront imposer chez Novartis comme chez tous les patrons de son espèce.

Correspondant LO



Dans les bulletins d'entreprise

Et une pincée d'argent public pour le profit privé

La société Solcera, fournisseur attitré d'Airbus et Dassault, qui emploie 110 travailleurs et vient de racheter un de ses concurrents au Brésil, a reçu de l'agglomération d'Évreux une subvention de 200000 euros et un prêt de 500000 euros sur cinq ans à taux zéro.

Pour Dassault et Airbus, qui bénéficieront indirectement de ce soutien, ce sont sans doute de petites sommes. Pas pour Évreux et son agglomération qui auraient sans aucun doute eu mieux à faire avec cet argent.

Extrait du bulletin Lutte ouvrière ArianeGroup ex-Snecma-Vernon

Attention aux casseurs

Il paraît qu'il y a un plan Vigipirate renforcé au CHU et on nous demande de signaler toute personne ou colis suspect.

Et ceux qui fouinent partout pour supprimer des emplois, on peut les dénoncer ?

Extrait du bulletin Lutte ouvrière CHU Rennes

Pas d'argent pour la ligne Angoulême-Limoges

Depuis des mois la ligne entre les deux villes préfectures Limoges et Angoulême est interrompue : l'état des voies ne permet plus le trafic.

Le préfet de Région vient de réunir les élus : rien ne sera fait ! La SNCF estime à 150 millions d'euros le montant des travaux nécessaires. Ni l'État ni la Région ne veulent déboursier de fonds. Alors, il ne reste plus aux voyageurs qu'à prendre le bus et à allonger le temps de parcours.

Quant au transport du fret, il se fait par des hordes de camions circulant sur cet itinéraire est-ouest surchargé.

Ça pue et ça pollue, ça occasionne des accidents graves ? Qu'importe pour l'État qui réserve ses millions aux capitalistes.

Extrait du bulletin Lutte ouvrière SNCF Tours Saint-Pierre

Pour l'entretien, rien ne filtre

En Peinture, entre les hydros et la finition, il y a encore eu un début d'incendie. Cette fois-ci, ce sont des filtres qui ont pris feu. Ils n'avaient jamais été changés faute de contrat d'entretien.

À force de négocier sur les filtres, la direction a fini par mettre le feu.

Extrait du bulletin Lutte ouvrière Renault-Flins Tôlerie-Peinture

Raffineries : les pétroliers ne cèdent pas, les grévistes non plus !

Lundi 26 novembre, différentes raffineries ont décidé la poursuite de la grève qui avait débuté mercredi soir 21. Au départ, ce devait être une journée, à l'appel de la CGT, pour appuyer les négociations salariales et conventionnelles annuelles de la branche Pétrole.

À la raffinerie Total de Feyzin, près de Lyon, bien que FO soit majoritaire et n'y ait pas appelé, mais ne s'y soit pas non plus opposée, la grève a été très suivie chez les postés. C'était le cas aussi dans d'autres raffineries et sur des sites pétroliers.

Dans ces négociations, les patrons du Pétrole n'ont proposé que 1,5 %, comme relèvement des salaires minimums conventionnels. Et ils ont réaffirmé leur volonté de faire sortir les primes de quart (d'équipe), d'ancienneté et de panier, du socle non dérogeable de la convention collective. Ainsi, les entreprises qui voudraient les baisser ou les supprimer pourraient désormais le faire. Cela ne manquera pas d'arriver, dans cette période

où le patronat est à l'offensive pour pressurer les salariés, y compris les patrons du Pétrole malgré leurs profits mirobolants, comme Total qui s'apprête à annoncer 16 milliards de dollars de bénéfices pour 2018.

Toutes les organisations syndicales ont refusé de signer, et FO s'est jointe à la CGT pour appeler à la poursuite de la grève jusqu'au lundi 26 novembre, où les assemblées générales devaient décider de la suite.

À Feyzin, jusqu'à lundi, la grève a continué à être très suivie chez les postés, y compris des intérimaires. Les installations sont donc restées au minimum technique, et il n'y a plus de produits livrés.

Lundi 26, les 300 présents

à l'assemblée générale ont largement exprimé leur colère, beaucoup disant que, si les primes disparaissent ou diminuent, ce ne sera plus la peine de travailler en équipe et d'y sacrifier sa vie familiale. Ils ont été unanimes à reconduire la grève sous la même forme jusqu'à jeudi 29, lendemain des négociations salariales avec Total, qui ont été avancées de deux semaines. Total, qui



NICOLAS SIVAN

est le principal pétrolier en France, affirme qu'il maintiendra les primes tout en refusant de le mettre par écrit. Cela, évidemment, n'inspire aucune confiance aux grévistes.

La grève se poursuit donc, ainsi qu'à La Mède, Lavéra, Grandpuits. À Gonfreville en Normandie, les installations sont même complètement arrêtées.

Correspondant LO

Ibiden – Courtenay : menace de fermeture

À Courtenay, dans le Loiret, les 400 travailleurs d'Ibiden, dont une centaine d'intérimaires, ont appris que leur usine allait fermer.

Cette entreprise, qui fabrique des filtres à particules pour moteurs diesel, a reçu des collectivités locales des aides

qui se chiffrent au total à 15 millions d'euros, pour l'achat des terrains, l'implantation d'une ligne à haute tension, puis sous prétexte de soutenir l'activité du site. La fermeture fournit un exemple de plus d'argent public distribué à fonds perdus à un patron privé.

Déjà à la fin du mois dernier, l'annonce du licenciement de tous les intérimaires avait provoqué la colère des travailleurs : toute la journée du 26 octobre, ils avaient retenu une partie de la direction. Ils n'ont peut-être pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

Hauts-fourneaux de Florange : la fin de la mise sous "cocon"

Jusqu'au 30 novembre, les hauts-fourneaux d'ArcelorMittal à Florange sont, selon les termes de l'accord intervenu en 2012 entre le gouvernement Hollande et le groupe ArcelorMittal, mis sous cocon. Cette mise en sommeil provisoire des hauts-fourneaux était une manière hypocrite de les arrêter et de mettre fin à la filière liquide de fabrication d'acier dans la vallée de la Fensch.

L'acier est donc maintenant importé depuis d'autres usines du groupe, en particulier Dunkerque. Vendredi 23 novembre, à l'appel de la CGT, quelques centaines de militants ont manifesté à Florange pour réclamer le redémarrage de

la filière liquide. Les manifestants voulaient peser sur le gouvernement et sur Mittal pour que cette filière soit relancée dans la vallée de la Fensch – éventuellement par la construction d'une aciérie électrique.

Pas grand monde ne croit

au redémarrage des hauts-fourneaux, qui étaient voués à la fermeture avant même le rachat d'Arcelor par Mittal. Il faudrait les refaire et cela coûterait des centaines de millions d'euros. Or les capitalistes n'investissent pas, ils spéculent, usent les installations et les travailleurs jusqu'à la corde.

Mittal ne décidera donc que ce qui est le plus profitable pour ses intérêts. Le gouvernement Macron, tout comme celui de Hollande en 2012, est au service de Mittal et lui accordera peut-être même de nouvelles aides



LO

si d'aventure se créait une aciérie électrique. Il faut dire que, à force de ne plus investir, la production ne suit plus dès que la demande repart même un petit peu.

Depuis 2012, des centaines d'intérimaires, de sous-traitants ont perdu leur travail et les emplois libérés par le départ en retraite des anciens, ou les mutations au Luxembourg, n'ont pas permis à des jeunes de trouver un emploi mais ont fait grossir les chiffres du chômage et le nombre de travailleurs frontaliers obligés de chercher du travail au Luxembourg tout proche.

Quelle que soit la décision

industrielle qui sera prise par Mittal, pour que tout le monde ait un emploi, au lieu de se faire balader de promesses en faux espoirs, il faudra se donner les moyens d'imposer au patronat la répartition du travail entre tous.

Et de l'argent pour l'emploi il y en a : selon la CGT, la part de la valeur ajoutée dans la sidérurgie allant aux actionnaires est passée de 5 % en 1985 à 25 % en 2015, donc multiplié par cinq. On sait au moins dans quelles poches aller prendre de quoi maintenir l'emploi et les salaires !

Correspondant LO

Mélenchon veut "produire français"

Jean-Luc Mélenchon participait vendredi 23 novembre à la marche de la CGT « pour un acier lorrain ».

Et de déclarer, selon *Le Républicain lorrain* : « Il n'y a pas de transition écologique possible sans les matériaux et le savoir-faire de cette industrie. Les éoliennes, les hydroliennes seront en acier. Le bon sens voudrait qu'il soit français. »

Mélenchon reprend le discours du « produisons français » qui était celui du PCF à une époque, avant d'être celui du FN. Mais en quoi le caractère « français » de l'atelier, pour autant que cela ait un sens, alors que les équipements et que les minerais viennent des quatre coins du monde, serait-il une garantie pour les travailleurs ?

Ainsi, à l'usine Renault

Sovab de Batilly, la direction a augmenté la production de 40 % d'utilitaires Master « lorrains » tout en supprimant des emplois.

Pour les travailleurs, la question n'est pas celle de la nationalité de la production. Elle est de défendre leurs emplois en obligeant les capitalistes à prendre sur leurs profits pour que chacun ait un salaire.

Correspondant LO

Aubert et Duval : non aux licenciements et aux sanctions

Le 20 novembre, la grève a éclaté chez Aubert et Duval pour protester contre les conditions de travail et pour s'opposer à des menaces de licenciements.

Avec 350 salariés, cette usine d'Issoire dans le Puy-de-Dôme est une aciérie avec des forges et d'énormes presses dont l'une, provenant de Russie, serait l'une des plus performantes d'Europe. Elle appartient au groupe Eramet, lequel exploite bien d'autres aciéries, dont celle des Ancizes,

dans le Puy-de-Dôme, avec 1 600 salariés, d'Imphy dans la Nièvre ou encore de Pamiers dans l'Ariège.

Mardi 20 novembre, l'équipe du matin a démarré le mouvement de grève. Tout le monde en a assez des harcèlements par certains chefs, des menaces permanentes de sanctions pour un oui ou pour un

non, et de l'insécurité surtout. Cet été, un accident grave s'est produit : une pièce d'une des presses s'est détachée brusquement, tombant sur l'un des ouvriers. Plus récemment encore, deux ouvriers ont été également blessés.

Ce qui a déclenché la colère est la lettre de convocation que trois ouvriers venaient de recevoir pour un entretien préalable à licenciement. L'un d'eux est un travailleur handicapé,

avec près de 40 ans d'ancienneté, et à deux mois de sa retraite !

Dès 4 h 30 du matin, à l'appel de la CGT, un piquet de grève fort d'une centaine d'ouvriers a donc totalement bloqué l'entrée des camions.

D'habitude pas visible si tôt, la DRH est apparue vers 5 h 30, flanquée d'un huissier, pour constater la grève. Le directeur du site est venu lui aussi parlementer, pour tenter de

convaincre les grévistes de lever leur piquet de grève et de dégager l'entrée.

Peine perdue, les autres équipes qui travaillent aux fours et aux presses se sont mises en grève aussi. Et même, fait rare, une trentaine de grévistes sont allés envahir le bureau du directeur pour exiger plus de respect de la part de la hiérarchie et que les menaces de sanctions soient annulées.

Correspondant LO

Clinique Saint-Didier - Avrillé : la grève unanime a payé

Vendredi 23 novembre, les salariés de la clinique psychiatrique Saint-Didier d'Avrillé, près d'Angers, qui compte 25 employés pour 35 patients, se sont tous mis en grève dès 8 heures et ont installé un piquet de grève devant l'entrée.

Depuis cinq ans, les salaires sont bloqués. Et, sans préavis, la direction a décidé de ne plus remplacer les absences et de renvoyer les intérimaires. Ce mépris a mis le feu aux poudres. Jeudi 22 novembre, une première rencontre entre les délégués du personnel et le PDG, Michel Vidgrain, s'était soldée par un échec. À la tête d'un groupe à but très lucratif, VP Santé, qui possède plus

de 20 cliniques et 7 % de la psychiatrie privée en France, il a osé répondre aux revendications des salariés qu'ils étaient « trop payés pour ce qu'ils font. » Ils revendiquaient le remplacement systématique des absents, 105 euros d'augmentation pour tous, une journée supplémentaire de congé par tranche de cinq ans d'ancienneté et une prime de transport.

Devant ce mépris, les

travailleurs ont décidé la grève pour le lendemain à 8 heures. Le PDG a demandé la médiation d'un inspecteur du travail. Les discussions se sont déroulées le matin même dans les locaux de la direction départementale du travail (Direccte), mais aussi par liaison téléphonique sous le contrôle des salariés grévistes présents au piquet. À 13 heures, un compromis a été trouvé : le PDG s'est engagé par écrit à remplacer systématiquement les absences, à augmenter les salaires de dix points (70 euros par mois), à accorder une journée de



congé par tranche de dix ans d'ancienneté, 200 euros en prime de transport annuelle et à ouvrir des négociations salariales durant

le premier semestre 2019.

Les salariés ont repris le travail, fiers de s'être fait respecter.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Planètes : progrès sur Mars, régression sur Terre

Lundi 26 novembre la sonde InSight se posait sur la planète Mars. Le même jour débutait en France la trente-troisième campagne des Restos du cœur. Dans la société capitaliste, les prouesses technologiques cohabitent avec la plus profonde misère sociale.

Après sept mois de voyage interplanétaire et 485 millions de kilomètres parcourus, l'engin spatial InSight s'est posé à la surface de Mars. Il lui a d'abord fallu se positionner afin d'atteindre le site le plus horizontalement possible, puis décélérer de 20 000 km/h à près de 8 km/h en moins de sept minutes, pour traverser l'atmosphère martienne sans se désintégrer. Peu après son arrivée, InSight envoyait une première photo du sol martien. Dans la suite de la mission, un sismomètre sera posé sur le sol grâce au bras articulé, et un robot, dont la presse française parle moins sans doute parce qu'il est allemand, creusera le sol. Grâce aux données ainsi recueillies, les scientifiques espèrent non seulement découvrir enfin la structure interne de Mars, mais aussi faire progresser leurs connaissances sur la naissance et l'évolution du système solaire.

Voilà donc ce dont l'humanité est capable

aujourd'hui. Mais, en même temps que ce succès, aboutissement de toute une suite de missions spatiales, ce que l'histoire des Restos du cœur révèle est beaucoup moins glorieux. En 1985, Coluche ouvrait les premiers d'entre eux, qui distribuèrent alors huit millions et demi de repas. Aujourd'hui ils en distribuent 136 millions. La misère a augmenté au même rythme. «Aujourd'hui, on n'a plus le droit d'avoir faim ou d'avoir froid» disent les paroles de la chanson des Restos du cœur. Mais les hommes, les femmes et les enfants n'ont

jamais été aussi nombreux à dormir l'hiver sur les trottoirs des grandes villes et à ne devoir leur survie qu'au bol de soupe chaude et à la nourriture distribués par des bénévoles. On voit dans les queues des Restos du cœur non seulement des chômeurs mais de plus en plus de travailleurs pauvres. Cette année, les associations constatent de surcroît que les dons sont en baisse, car beaucoup viennent de particuliers, qui eux aussi sont de plus en plus réduits à compter à l'euro près.

Pendant que la technique et la science progressent, la société régresse. C'est un des aspects les plus répugnants d'une organisation sociale capitaliste, donc basée sur le seul profit, tout juste digne d'un musée.

Daniel Mescla



Procès du fioul lourd à Marseille : la croisière se rit-elle des tribunaux ?

Une première à Marseille : le capitaine du navire de croisière, l'*Azura*, et sa compagnie ont été condamnés à 100 000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Marseille pour l'utilisation frauduleuse d'un fioul particulièrement riche en soufre et responsable d'une importante pollution.

À Marseille, la nuit, les quais sont brillamment illuminés par deux, trois, voire quatre immenses navires de croisière transportant plusieurs milliers de croisiéristes. Ces navires à quai font tourner des moteurs afin de fournir l'électricité nécessaire à l'éclairage, la climatisation des centaines de cabines et la sonorisation des différentes boîtes de nuit et salles de projection.

Lorsque ce fioul nécessaire à la bonne marche des moteurs a été contrôlé sur l'*Azura* le 29 mars 2018 à Marseille, il dépassait les normes tolérées : la loi a fixé la limite à 1,50 % de soufre et il en contenait 1,68 %. Ce fioul lourd, non ou peu raffiné, soufré, émet des vapeurs toxiques tant pour la population que pour le personnel navigant et les croisiéristes. En cause, l'oxyde de

soufre et l'oxyde d'azote, qui accélèrent la formation de particules fines et ultrafines responsables de troubles respiratoires pouvant entraîner des décès.

Derrière l'image d'un transport propre, avec l'horizon infini du bleu de la mer, le transport maritime est un très important pollueur en mer et à terre. Chacun de ces monstres de la mer, navire de croisière ou porte-conteneurs géant, produirait autant de pollution qu'un million de voitures, selon France nature environnement.

L'*Azura* appartient au leader mondial des croisières Carnival. Ce navire peut transporter 3100 passagers, en plus des 1250 membres de l'équipage.

Si son capitaine a reconnu avoir utilisé un carburant non conforme, les

avocats de la compagnie ont prétendu qu'un navire de croisière n'était pas « un navire à service régulier » ; il n'était donc pas obligé, selon eux, d'utiliser du fioul dont la teneur en soufre ne dépasse pas les 1,50 %.

En utilisant ce fioul peu ou pas raffiné, l'*Azura* avait réalisé une économie de 21 600 euros sur le seul plein qu'il avait effectué à Barcelone. Ce serait au total près de deux millions

Mécénat : des patrons généreux avec l'argent des autres

La Cour des comptes s'est penchée sur le mécénat d'entreprise institué en 2003. Elle y a découvert, ô surprise, une nouvelle forme de subvention étatique aux grandes fortunes.

La loi stipule que, lorsqu'une entreprise privée offre des fonds à des organismes reconnus d'utilité publique, elle peut déduire de ses impôts 60 % de la subvention. L'entreprise peut en outre recevoir l'équivalent de 25 % de son don sous forme de service gratuit.

Le manque à gagner en termes d'impôts non perçus par les caisses publiques ainsi est passé de 75 millions d'euros en 2003 à 900 millions en 2017, des milliers de possédants ayant trouvé là un filon. Même une petite entreprise peut en profiter, en envoyant un de ses salariés travailler dans une association reconnue. Le salaire correspondant à la période passée dans l'association constitue alors un don dont 60 % sont déductibles des impôts de l'entreprise.

Les grands groupes de la distribution opèrent, eux, à une tout autre échelle. Ils donnent leurs invendus,

peu de temps avant la date de péremption, à des associations. Puis ils déclarent la valeur de ces dons, dont ils déduisent 60 % de leurs impôts. Carrefour, Auchan et les autres sont ainsi généreux avec l'argent des autres. Mais les véritables artistes du mécénat sont les 24 grandes entreprises qui captent la moitié des 900 millions d'euros offerts par l'État. Les champions toutes catégories dans le domaine culturel sont les duettistes du luxe Arnault et Pinault. Leurs musées personnels sont financés par les fonds publics, et sont qualifiés pour l'occasion de fondations d'utilité publique.

La gloire des milliardaires et la cote vertigineuse de leurs collections privées, voilà ce qui est ainsi honoré comme d'utilité publique.

Paul Galois

